

De nombreux courriers émis par le centre de Rennes portent après le code postal des mentions "**code insee inconnu en table**" ou (depuis nos réclamations) "**commune non trouvée**". Ceci est la preuve d'une erreur de l'administration qui vous permet de réclamer formellement le retour à l'amende d'origine. Exemples de courriers :

M.
1 rue
97xx0 – ville

Le xx date

Objet : Contestation d'une AFM par **erreur d'adresse**.

Date envoi AFM : 10/08/2012

N° enregistrement : 12345678 3567. . . 123

N° avis : 081125 . . . 900

M. l'Officier du Ministère Public
Contrôle Automatisé
CS 41101
35911 RENNES cedex 9

Monsieur l'Officier,

Je reçois de la trésorerie du contrôle automatisé une "lettre de rappel" concernant une amende pour laquelle je n'ai reçu ni l'avis de contravention d'origine, ni l'AFM proprement dite. Ceci est dû de toute évidence à l'erreur de votre fichier en ce qui concerne mon code postal et ma commune.

Je conteste donc formellement cette procédure de recouvrement pour "défaut d'adresse de votre part".

Je vous joins copie de ma carte grise afin de vous confirmer que celle-ci est parfaitement établie par la préfecture de xxx avec une adresse "exacte", et je note que plusieurs années après les premières réclamations de l'association Ni Voyous Ni Soumis, qui nous défend notamment sur ce sujet, vous êtes toujours dans l'incapacité d'éditer nos adresses "conformes" sur les documents que vous émettez, ce qui explique largement les problèmes de non-distribution par la poste (*par ex* : code postal et ville ne correspondant PAS à ma carte grise).

Accessoirement je vous demande de transmettre ce dossier à l'OMP de *ma ville* afin que je puisse régler le problème avec lui.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Officier, l'expression de mes sentiments citoyens.

P.J. Copie de ma carte grise.

M.
1 rue
97xx0 – ville

Le date

Objet : Contestation d'une AFM par **erreur d'adresse**.

Date envoi AFM : 10/08/2012

N° enregistrement : 12345678 3567890123

N° avis : 081125678900

Trésorerie du Contrôle Automatisé
CS 81239
35012 RENNES cedex

Monsieur le Trésorier,

J'accuse réception de votre "lettre de rappel" référencée ci-dessus. Je conteste formellement cette procédure au motif que je n'ai jamais reçu aucun courrier par suite des erreurs d'adresses du centre automatisé, qui se répercutent sur vos courriers, et je vous fais copie de la réclamation que j'adresse à ce sujet à l'OMP du centre de Rennes. Je sollicite donc de votre compréhension la suspension de cette procédure jusqu'à réponse de l'OMP.

Vous remerciant de bien vouloir m'en donner confirmation,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Trésorier, l'expression de mes sentiments citoyens.

P.J. Copie de mon courrier à l'OMP
Copie de carte grise.

Autres variantes possibles selon les cas

Monsieur l'Officier,

Suite à de très nombreuses dégradations et vols dans nos boîtes aux lettres j'ai actuellement plusieurs amendes qui ont été majorées alors que je n'ai pas reçu les documents d'usage. Je vous ai déjà signalé ces problèmes dans deux courriers précédents en date du 03/08/2009 et du 28/09/2010.

Je vous demande donc instamment de bien vouloir faire parvenir l'ensemble de mon dossier à l'OMP de mon lieu de résidence afin que je puisse régler au mieux chacune des situations en cause. A ma connaissance ce transfert de dossier est impératif lorsqu'il est demandé par l'utilisateur, et dans la mesure où je ne peux défendre utilement mes droits devant vous, j'y insiste donc fermement.

Je n'accepte pas de régler des majorations qui ne proviennent pas d'insuffisances de ma part, et j'attends donc que vous respectiez mon "droit au juge" tel qu'il est défini, notamment par la Cour européenne de justice.

Dans l'attente de ce transfert de mon dossier, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Officier, l'expression de mes sentiments citoyens.

Monsieur l'Officier,

Je reçois une AFM, référencée ci-dessus, pour laquelle je n'ai pas reçu l'avis de contravention d'origine. Or votre indication d'adresse présente une erreur évidente de combinaison entre le code postal et la commune.

J'en conclus donc que malgré les très nombreuses relances de l'association Ni Voyous Ni Soumis sur ce sujet, votre fichier informatique n'est toujours pas rectifié pour les secteurs de Ravine des cabris et Bois d'Oliviers, ou qu'il s'agit d'une erreur de la Préfecture que je n'aurais pas détectée sur mon ancienne carte grise. En effet, suite à une séparation, j'ai fait modifier courant février dernier le titulaire de ma carte grise, ce qui a conduit également à la ré-immatriculation de mon véhicule.

Je vous demande donc, à votre convenance :

- de bien vouloir me faire parvenir une copie du PV d'origine, afin que je puisse en vérifier l'exactitude des mentions légales,
- de revenir au montant de l'amende minorée d'origine, et d'annuler provisoirement le retrait de points effectué automatiquement à l'occasion de cette majoration,
- et accessoirement si vous le préférez, **de bien vouloir faire parvenir mon dossier à l'OMP de résidence** pour que je puisse défendre mes droits devant la juridiction locale.

Dans l'attente de votre réponse ou du transfert de mon dossier, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Officier, l'expression de mes sentiments citoyens.

Monsieur l'Officier,

Je reçois de la trésorerie du contrôle automatisé une "amende et condamnation pécuniaire" concernant une amende pour laquelle je n'ai reçu ni l'avis de contravention d'origine, ni l'AFM proprement dite.

Je conteste donc formellement cette procédure de recouvrement.

Je demande à bénéficier d'un retour au montant de l'amende d'origine minorée que j'aurais réglée sans discussion si je l'avais reçue.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Officier, l'expression de mes sentiments citoyens.

P.J. Copie de l'avis trésorerie.

Monsieur le Trésorier,

J'accuse réception de votre avis du xx/yy/20zz référencé ci-dessus pour une amende majorée.

Il se trouve que j'ai réglé l'amende en cause dans les délais prescrits, par un chèque dont je vous fournis ci-joint les copies du talon de mon chèque, et du relevé de compte indiquant son paiement en date du xx/yy/20zz.

Je pense qu'il y a donc **erreur de vos services et relance sans motif sur ce sujet**. Je vous demande donc de bien vouloir annuler cette AFM et de m'en donner confirmation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Trésorier, l'expression de mes sentiments citoyens.

Cas particulier de PV **de plus de un an** :

D'autre part, l'avis de contravention en date du (*plus de un an?*) ne m'ayant toujours pas été présenté à ce jour, j'entends plaider à son encontre la prescription légale. Je vous prie donc de procéder à son annulation et d'en informer la trésorerie du centre automatisé.